

CHRONIQUE MAURITANIENNE

L'aggravation de la crise du Sahara occidental et l'instauration d'un état de guerre inimaginable quelques semaines auparavant avaient pris la Mauritanie au dépourvu à la fin de l'année 1975. 1976 voit cet Etat fragile et démuné affronter la crise la plus sérieuse de son histoire. La Mauritanie, dont l'existence même fut longtemps contestée par son principal allié d'aujourd'hui, eut pendant plus de dix ans comme principal objectif la reconnaissance définitive de son droit à la vie. Une des plus grandes habiletés du Président Ould Daddah fut précisément de transformer ce qui était au départ son principal handicap, l'extrême faiblesse de l'Etat mauritanien, en ressource politique fondamentale. Personne ne pouvait suspecter la Mauritanie de poursuivre une politique de puissance à l'extérieur. Il s'ingénia à utiliser ce désintéressement apparent dans le cadre d'une diplomatie très active qui permit à la Mauritanie de s'imposer sur la scène internationale et de bénéficier d'aides aux origines les plus variées. Sans doute, pour comprendre le surprenant renversement des alliances que constitue l'engagement de la Mauritanie aux côtés du Maroc pour se partager les territoires occupés par l'Espagne, faut-il faire la part, non seulement des arguments historiques et sociologiques en faveur de la réunification invoquée depuis près de vingt ans, il est vrai, par les dirigeants de Nouakchott, mais aussi de l'expérience acquise par le chef de l'Etat dans le rôle d'intermédiaire et de conciliateur. Les premières étapes vers l'accord de partage avec le Maroc ayant été réalisées en 1973 et 1974 avec ce qui semblait être la bénédiction algérienne, la possibilité de jouer ce rôle à l'égard du Maroc et de l'Algérie pouvait ouvrir à la Mauritanie des perspectives fructueuses. C'était peut-être sous estimer la profondeur de l'antagonisme des deux rivaux maghrébins, et l'égoïsme de leur politique; et surestimer l'influence réelle de la Mauritanie, pariant de façon imprudente sur la solidarité indéfectible de l'Algérie quelles que soient les évolutions diplomatiques de Nouakchott pour poursuivre ses objectifs nationaux. Il faut ajouter à cela qu'à l'heure d'un choix qu'il avait espéré pouvoir éviter entre deux adversaires possibles, le Président mauritanien a pu considérer que l'hostilité directe du Maroc pourrait être encore plus redoutable que le dépit algérien de voir son protégé choisir la voie de l'ingratitude. Ainsi l'Etat mauritanien, un des moins préparé que l'on puisse imaginer à s'engager dans une aventure militaire, a-t-il dû s'improviser une armée et subir les aléas d'un conflit sur son propre territoire. De même le paradoxe qui fait apparaître la Mauritanie, championne de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, du légalisme dans les relations internationales et inconditionnelle avocate de la cause palestinienne, comme

une nation conquérante se dispensant délibérément de l'application de décisions de l'ONU et de recommandations de l'OUA.

La rigueur de l'engagement mauritanien dans la récupération de ce qui est présenté comme une partie du sol national semble difficilement rendre possible des solutions de compromis. Cette politique apparaît trop délibérément engagée et liée au destin du régime du Président Ould Daddah pour que celui-ci puisse se permettre, sans perdre toute crédibilité, de revenir dessus. Il lui faut donc essayer de faire face aux conséquences extrêmes de son choix, et jouer son va-tout politique, non seulement pour réaliser les objectifs avoués de la réunification, mais aussi pour sauvegarder l'édifice fragile de son propre pouvoir.

En effet le poids de la crise se fait sentir dans tous les secteurs de l'activité nationale. Les finances de l'Etat sont gravement perturbées par les charges du développement rapide de l'armée. Les projets de développement économique risquent d'être hypothéqués par la priorité accordée aux dépenses de souveraineté. L'intégration et la mobilisation politiques autour du Parti du Peuple mauritanien rencontrent de nouveaux obstacles dans les réactions au conflit. Un climat d'incertitude, voire de désenchantement, commence à gagner certains secteurs d'une administration qui assume déjà difficilement sa croissance et sa modernisation. L'indispensable soutien des Etats arabes conservateurs bride la diplomatie du Président Ould Daddah, et autorise les groupes de pression réactionnaires à relever la tête à l'intérieur du pays. Les cadres militaires brutalement portés à défendre l'existence de l'Etat demeureront-ils indéfectiblement fidèles au régime ?

Face à la crise et à toutes les interrogations qui en découlent, le chef de l'Etat affiche une calme détermination qui rassure les indécis mais inquiète ceux qui souhaiteraient conjurer la montée des périls par une inflexion de la politique de réunification, voire la recherche d'une solution négociée. L'opération de réunification a transformé les Mauritaniens en conquérants malgré eux.

*

**

Jusqu'aux derniers jours de l'année 1975, les autorités mauritaniennes ont espéré pouvoir occuper pacifiquement les territoires du Rio de Oro que l'accord de partage leur reconnaissait. Malgré la détermination affirmée par le Polisario de défendre, les armes à la main, la liberté des Sahraouis à disposer d'eux-mêmes, un accord de dernière heure était espéré. Tout au moins, croyait-on à Nouakchott que si résistance il devait y avoir, elle s'opposerait surtout à la pénétration marocaine. De nombreux liens existent effectivement entre Mauritaniens et Sahraouis qui auraient pu amortir les effets de l'affrontement. Les menaces proférées lors de la rencontre de Béchar au mois de novembre par le Président Boumedienne à l'égard du Président Ould Daddah n'étaient pas totalement considérées comme réelles. Le chef de l'Etat algérien pouvait se livrer à un dernier chantage afin d'éviter que la Mauritanie n'aille trop loin dans son alliance avec le Maroc, mais, croyait-on, il ne pousserait pas jusqu'au bout ce chantage et éviterait de s'en prendre directement à ses protégés d'hier. Sur le terrain les Mauri-

taniens laissèrent donc aux forces du Polisario le temps de s'installer dans les anciennes places espagnoles, non seulement par lenteur ou par manque de moyens matériels pour assumer immédiatement les responsabilités de nouvelle puissance administrante, mais aussi pour se donner, crurent-ils, les dernières chances d'éviter un affrontement.

Les attaques lancées au mois de décembre 1975 par les maquisards du Polisario contre des garnisons installées à l'intérieur du territoire mauritanien de 1960 brisèrent leurs dernières illusions. La réunification devrait passer par une reconquête.

La première phase de cette reconquête tourna à l'avantage de l'armée mauritanienne pourtant mal préparée à cette tâche. Si les Marocains ont les premiers occupé Dakhla dès le départ des Espagnols pour le compte de la Mauritanie, afin de prévenir un retranchement des Sahraouis, les troupes mauritaniennes durent livrer bataille en février pour pénétrer à Aarghub et surtout défaire une concentration adverse à Aousserd. La prise de contrôle du Rio de Oro fut facilitée par l'éloignement des forces sahraouies de leurs bases de ravitaillement aux confins de la frontière algérienne. Par contre, dans le nord, la proximité de ces bases accula les troupes mauritaniennes à une série de graves difficultés, entraînant l'abandon, notamment, des garnisons d'Ain Ben Tili et de Bir Moghreïn (cette dernière devait être reprise par la suite). En l'espace de quelques mois l'armée mauritanienne, réduite à sa plus simple expression en 1975, fit la preuve de capacités d'adaptation, ce qui provoqua un regain d'optimisme chez les dirigeants de Nouakchott. Le chef de l'Etat déclarait volontiers que la question de la réunification était définitivement réglée. Les journalistes invités au mois de mars 1976 par le gouvernement à faire une tournée dans les principales localités de l'ex-Rio de Oro constataient que l'ordre régnait et que l'armée mauritanienne paraissait contrôler le territoire, si ce n'est qu'une partie de la population avait manifestement émigré vers les camps de réfugiés organisés au Nord-Est par le Polisario. « Victimes d'une propagande mensongère » ou « enrôlés de force » répliquaient les autorités. On n'attendait plus que des succès décisifs de l'armée marocaine dans la Saguia el Hamra pour considérer que la menace sahraouie était définitivement écartée.

Malgré quelques escarmouches dans le Nord et dans l'Adkar, et les premières attaques du train minéralier qui prouvaient le maintien des capacités de guérilla du Polisario, l'offensive directe contre Nouakchott le 8 juin fut une énorme surprise et une cruelle désillusion. Après avoir semblé ménager quelque peu la Mauritanie à la suite de l'occupation du Rio de Oro, le Polisario qui, grâce au soutien de l'Algérie, avait contenu la pénétration marocaine vers l'Est, se lançait dans une nouvelle tactique dont l'un des objectifs n'était plus d'empêcher l'occupation de l'ancienne colonie espagnole par de nouveaux envahisseurs, mais de déstabiliser le maillon le plus faible de la coalition, la Mauritanie, si possible en provoquant la chute du régime du Président Ould Daddah.

Si l'armée mauritanienne avait finalement pu s'imposer au cours de la campagne de pénétration dans le Rio de Oro, elle était incapable de quadriller effectivement le territoire national (vaste, rappelons le comme deux

fois la France) et d'y empêcher les incursions, y compris contre des centres névralgiques normalement protégées. L'échec militaire de l'offensive du Polisario contre la capitale ne fut pas pour autant une victoire totale pour les Mauritaniens. Malgré l'anéantissement de la colonne et la mort d'El Ouali, secrétaire général du Front, les Sahraouis ont marqué un point psychologique. L'impréparation de l'armée, la vulnérabilité du territoire, la fragilité d'un régime exposé aux coups de mains, étaient dévoilées au grand jour, et surtout la détermination de l'adversaire qui visait à renverser le régime, contredisant les propos lénifiants des semaines précédentes. Après l'échec du coup de main sur Nouakchott, le gouvernement mauritanien savait qu'il aurait à faire face à une tentative d'instauration d'un climat d'insécurité visant à créer une pression difficilement supportable. Pression militaire par des coups de mains audacieux sur les points les plus vulnérables du dispositif mauritanien. Pression politique par la démonstration de la faiblesse du régime et la propagande auprès de certaines couches de la population ou des tribus les plus proches des zones de recrutement du Polisario. Pression économique et financière enfin, en provoquant d'importantes dépenses militaires au détriment d'autres secteurs du financement public et en cherchant à paralyser l'exportation du minerai de fer vital pour le pays.

La tactique de harcèlement du Polisario semble en effet parier sur l'incapacité de la Mauritanie à faire face aux conséquences en chaîne d'un conflit ouvert. Le régime du Président Ould Daddah soit n'y survivrait pas, soit serait acculé à une révision de sa politique. Dans les deux cas, l'alliance avec le Maroc serait remise en cause.

Tous les efforts du chef de l'Etat ont tendu, au cours de l'année, à prouver et à renforcer les capacités de résistance de l'Etat face à cette offensive.

L'armée mauritanienne est ainsi passée en quelques mois de deux mille à quinze mille hommes. Le gonflement des effectifs est essentiellement dû au recrutement de volontaires. Le chômage, la sédentarisation forcée due aux années de sécheresse, le réveil d'hostilités traditionnelles dans certains groupes à l'égard des tribus du nord ont facilité la campagne d'enrôlement. Mais une armée ne s'improvise pas. La rapidité spectaculaire de ce développement rendit plus évidents encore la pénurie d'équipement, l'insuffisance de l'encadrement et le manque d'esprit de corps. La bravoure individuelle manifestée par les combattants mauritaniens lors des opérations d'occupation du Rio de Oro et les traditions guerrières de certaines tribus sont loin d'être des atouts suffisants pour résister aux harcèlements et aux coups de mains surprises du Polisario.

La Mauritanie a pu mettre sur pied des groupes d'intervention bien équipés et entraînés, sous la conduite des quelques officiers disposant d'une expérience suffisante. Ce sont ces groupes qui se sont illustrés lors de l'occupation du Rio de Oro et de la défense de Nouakchott. Mais une grande partie des troupes doit surtout assurer des tâches de surveillance et de défense des localités les plus exposées ou des points stratégiques. Elles sont moins bien formées et équipées, et difficiles à maintenir en état

d'alerte permanente. Ainsi, les raids du Polisario bénéficient le plus souvent d'un effet de surprise, quitte à ce que les colonnes sahraouies soient par la suite interceptées par les formations les plus opérationnelles. Ce schéma ne fait d'ailleurs que reproduire un certain nombre de constantes immémoriales de la guerre dans le désert, avec ses rezzou et contre rezzou, la Land Rover ayant remplacé le chameau.

Le rapprochement franco-mauritanien intervenu en 1975 a permis au président Ould Daddah de se tourner vers l'ancienne métropole pour obtenir rapidement l'aide militaire indispensable. D'abord par la fourniture d'armes et de matériels divers dès le début de l'année quand il fallut improviser une force d'intervention capable de récupérer effectivement les nouveaux territoires et de limiter les conséquences des incursions du Polisario. En dépit des premiers succès sur le terrain, il apparut vite que l'armée mauritanienne était mal préparée à un enlisement du conflit, faute, essentiellement, d'un encadrement suffisant en quantité et en qualité. L'alliance avec le Maroc offrait la possibilité d'une étroite coopération militaire. Mais les troupes du Roi Hassan II ayant déjà fort à faire pour imposer la présence marocaine dans la Saguia El Hamra, il leur était difficile de participer de surcroît, de façon déterminante, à la pacification du Rio de Oro et à la protection du territoire mauritanien. Surtout l'éventualité d'une intégration militaire marocco-mauritanienne poussée aurait présenté un inconvénient politique majeur : faire effectivement apparaître la Mauritanie comme un satellite du Maroc et donner les moyens au souverain chérifien de réaliser dans les faits, sinon en droit, son vieux projet de domination jusqu'au fleuve Sénégal. La coordination entre les armées marocaine et mauritanienne, bien qu'étroite, est sans cesse limitée au niveau maximum compatible avec le maintien de la souveraineté mauritanienne. Malgré ses déclarations contraires, le Président Ould Daddah n'est sans doute pas totalement convaincu de l'absence d'arrières-pensées marocaines sur la Mauritanie. Des milieux proches du pouvoir estiment que le lobby pro-marocain est désormais assez puissant en Mauritanie pour se dispenser de le renforcer. Le soutien direct de la France, malgré qu'il apparaisse comme une amère révision de la ligne d'indépendance nationale qui conduisit à la révision houleuse des accords de coopération en 1972, est non seulement plus efficace mais aussi moins encombrant qu'une assistance plus poussée de Rabat. Ainsi ce sont des instructeurs français qui assurent la formation des officiers et sous-officiers mauritaniens à l'école inter-armes d'Atar qui commence à fonctionner au mois de novembre dans les anciennes installations d'une importante base de l'armée française. De même, les effectifs des conseillers militaires français auprès du commandement mauritanien se sont progressivement étoffés au cours de l'année.

Même si la Mauritanie arrive à pacifier sa nouvelle région, il lui restera à surmonter de graves problèmes pour administrer ce territoire. Les Espagnols avaient quasiment limité leurs efforts d'équipement à la seule localité de Villa Cisneros. Ils avaient jugé plus simple de distribuer directement des aides et des vivres au reste de la population sans s'embarrasser de programmes de développement. Leurs efforts étaient consacrés à la partie Nord de leur colonie où la mise en valeur des gisements de phosphate

réclamait la priorité. Leur départ brutal laissait les populations qui s'étaient habituées à leurs maigres subsides face à une situation difficile. A cela vinrent s'ajouter les maux habituels qui accompagnent tout conflit armé : destructions, pillages, cheptel décimé. Dans ces conditions les idées défendues par le Polisario trouvaient un terrain favorable de propagation et d'incitation à l'exode. Un tiers, peut-être davantage, de la population du Rio de Oro aurait ainsi pris le chemin des camps de réfugiés contrôlés par les nationalistes sahraouis. Les agglomérations paraissent vidées de la moitié de leurs habitants.

Les autorités mauritaniennes, parallèlement aux efforts de pacification, ont dû se hâter pour mettre en place une infrastructure administrative minima. Dès le quinze janvier, un gouverneur du territoire était nommé, et dans la foulée, le gouvernement annonçait que les fonctionnaires locaux du Rio de Oro seraient maintenus dans leurs fonctions et les soldats et policiers intégrés avec leurs grades au sein des forces mauritaniennes. Au mois de mars fut officiellement créée la wilaya de Tiris El Gharbia avec pour chef-lieu Dakhla (ex-Villa Cisneros) et comprenant trois départements (Dakhla, Ausert et Aargub). Un nouveau département (La Güera) était rattaché à la huitième région (Nouadhibou).

Avant même qu'il puisse être question d'éventuels programmes de mise en valeur, le problème le plus urgent à résoudre fut celui du ravitaillement. La Mauritanie ne put y faire face qu'avec l'aide directe des pays arabes qui la soutiennent. Mais ce n'est pas une solution durable. L'avenir du territoire passe par un minimum d'efforts d'équipement et de promotion économique, difficiles à mener dans un climat d'insécurité et en l'absence d'une proportion non négligeable de la population active. La tâche de l'administration mauritanienne est délicate : apporter les preuves concrètes que la réunification est favorable aux populations, rassurer les indécis, mais aussi appuyer les efforts de l'armée pour une pacification sans répression brutale. Tout excès, toute erreur risquent de coûter politiquement cher. Toutes les tribus ne sont pas également sympathisantes à l'égard des Rguibat qui fournissent le gros du recrutement des forces du Polisario. Mais toutes sont pointilleuses sur le chapitre du respect de leurs prérogatives et peuvent très rapidement passer d'un attentisme soupçonneux à une hostilité déclarée. La stratégie du gouvernement mauritanien est de grignoter politiquement les réticences.

La Mauritanie a réussi à « encaisser » la première phase du conflit, il lui faut maintenant s'organiser pour faire face durablement à une crise qui fait long feu et résister au pourrissement de la situation recherché par ses adversaires.

*
**

Comme dans les premières années de son existence d'Etat indépendant, la Mauritanie rapidement réduite à l'utilisation d'un plafond de ressources matérielles propres, recherche auprès du système international les garanties qui suppléent à sa faiblesse.

Les dirigeants mauritaniens essaient de compenser par l'activisme diplomatique, l'enlèvement politico-militaire sur le terrain. Ils auraient déjà utilisé de façon efficace une véritable « diplomatie du droit de vivre » à l'époque où l'existence de l'Etat mauritanien était contestée. Il s'agit cette fois-ci de restaurer l'image internationale de la Mauritanie altérée par la crise, et d'éviter la constitution d'un bloc de solidarité autour de l'Algérie et du Polisario.

Les porte-parole mauritaniens s'attachent d'abord à réfuter l'image d'une Mauritanie impérialiste. Leur thèse est simple et ils paraissent fermement décidés à s'y tenir : il n'y a pas annexion d'un territoire ou de populations, il y a réunification avec une partie du sol national et ses habitants artificiellement séparés par la frontière coloniale. C'est la thèse de « l'entité » mauritanienne, préfiguration de la nation, préexistante à la pénétration coloniale. Le principe cher à l'OUA du respect des frontières héritées de la colonisation, ne peut s'appliquer en l'occurrence car il ne concerne que des Etats aux bases sociologiques artificielles, sans identité historique antérieure à la colonisation. A défaut d'organisation politique commune, il existait avant la conquête européenne un ensemble socio-culturel aux caractères spécifiques. Les territoires occupés par l'Espagne en faisaient partie. Moktar Ould Daddah le rappelait déjà en 1957, avant l'indépendance. Conséquence logique : il n'y a pas, selon l'interprétation de Nouakchott, d'identité sahraouie distincte de l'identité mauritanienne. « Je suis un Sahraoui » aime à répéter le chef de l'Etat. Selon la thèse officielle les résistants à la réunification ont d'abord été des « frères égarés », victimes d'une propagande mensongère avant de devenir purement et simplement « des merce-naires à la solde d'Alger ». Il convient cependant de remarquer la prudence avec laquelle les dirigeants mauritaniens se prononcent sur la thèse marocaine et sur la situation spécifique dans les territoires récupérés par le Maroc.

La réunification est proclamée acquise et irréversible. Il s'ensuit que la Mauritanie ne se bat plus désormais que pour faire respecter l'intégrité de son territoire national face à une agression de l'étranger. La cohérence de cette doctrine doit permettre de légitimer la politique intransigeante du régime et la façon dont il assume toutes les conséquences de ses choix. Sans préjuger de la valeur de la thèse adverse, elle a cependant pour inconvénient de paraître fermer la porte à des accommodements dont la nécessité pourrait, à terme, se faire sentir.

Le gouvernement la rappelle inlassablement à la population mauritanienne et à ses interlocuteurs étrangers. Dans la mesure où il apparut au bout de quelques mois qu'une solution militaire était devenue impossible, une offensive diplomatique d'envergure fut mise sur pied qui visait à isoler Alger et le Polisario au sein du concert africain et tout spécialement à limiter au maximum les reconnaissances de la République Arabe Sahraouie Démocratique après que celle-ci ait été proclamée. La Mauritanie et son chef jouissent d'un important capital de sympathie dans un grand nombre de capitales. Le souci de préserver l'avenir et de sauvegarder malgré tout une image modérée a poussé les Mauritaniens à contrôler le ton de leur

polémique avec les Algériens. Même si à partir du mois de février on constate que le ton des déclarations mauritaniennes se fait de plus en plus dur à l'égard d'Alger, les critiques globales du régime du Président Boumédienne sont le plus souvent évitées et les dénonciations de l'attitude de l'adversaire s'efforcent de garder un minimum de dignité. Les principaux porte-parole mauritaniens et le Président de la République lui-même rappellent périodiquement que, de leur point de vue, rien n'est définitivement brisé avec l'Algérie, que la réconciliation reste possible à la condition, bien sûr, que celle-ci accepte de reconnaître les raisons de la Mauritanie et mette fin à ses actes d'agression. Utopie ou secret espoir, toujours et envers et contre tout, que l'ami privilégié d'hier n'a pas irrémédiablement trahi la confiance que l'on mettait en lui ?

Les ministres mauritaniens et envoyés personnels du Président Ould Daddah visitent un grand nombre de capitales africaines, arabes et asiatiques entre février et avril afin d'expliquer la position mauritanienne. La très grande prudence des Etats africains sur la question du Sahara occidental et le peu de succès rencontré par le Polisario et Alger pour faire reconnaître la RASD sont partiellement dus à l'activité diplomatique mauritanienne, comparativement plus efficace que les campagnes publicitaires du Maroc car disposant au départ de sympathies plus diversifiées. Les deux pays ont d'ailleurs décidé ensemble que toute reconnaissance de la RASD entraînerait une dégradation des relations avec l'Etat concerné. Cette mesure fut pour la première fois appliquée, bien sûr, à l'encontre de l'Algérie avec laquelle les relations diplomatiques ont été rompues le 7 mars. De même, les liens avec la Corée du Nord, dont le Président avait pourtant fait un voyage remarqué à Nouakchott quelques mois auparavant, ont été remis en cause. Cette susceptibilité ne se manifeste pas qu'à l'égard des Etats, mais aussi à l'égard des organisations internationales : refus de recevoir l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU en mission d'information après qu'il ait rencontré des représentants sahraouis à Tindouf, suspension de la participation aux travaux du Conseil des ministres de l'OUA qui avait inscrit la question du Sahara occidental à son ordre du jour.

Le Chef de l'Etat a lui-même payé de sa personne en se rendant au cours de l'année dans seize pays africains et arabes, ainsi qu'au Pakistan et en Inde. Signe des regroupements qui s'opèrent en Afrique et des soutiens les plus actifs qui se manifestent à la cause mauritanienne ; il insiste volontiers sur l'étroitesse des rapports noués avec les Etats voisins du Sénégal et du Mali, mais aussi avec le Cameroun, le Gabon et le Zaïre.

La vocation sans cesse réaffirmée de la Mauritanie, de servir de trait d'union entre l'Afrique noire et le monde arabe lui permit aussi d'éviter de se laisser enfermer au sein du groupe des Etats arabes conservateurs. Ceux-ci (Arabie Saoudite, Koweït, Qatar) avaient déjà entrepris de verser une aide considérable à la Mauritanie pour financer ses projets de développement les plus spectaculaires. Le conflit du Sahara fut l'occasion d'un accroissement considérable de cette aide. L'effort militaire mauritanien, notamment l'équipement de l'armée est essentiellement financé par ces

Etats, surtout l'Arabie qui trouve là l'occasion de contrer l'Algérie du Président Boumedienne.

A cela il faut ajouter le resserrement, jour après jour, des liens avec le Maroc, et pas seulement sur le plan de la coopération militaire. Déjà, le Maroc avait consenti en 1975 un prêt important pour permettre le rachat par l'Etat, de la SOMIMA (mines de cuivre d'Akjoujt). Au mois de février est constituée l'Agence mauritanienne et marocaine de coopération (Amamco) financée à 100 % par le Maroc. Cette agence prévoit de développer ses activités dans les domaines culturels, des télécommunications, de l'infrastructure. Le Maroc prévoit de multiplier les conseillers techniques auprès des services publics mauritaniens. Le 14 avril le Président Ould Daddah et le Roi Hassan II signent à Rabat la convention relative au tracé de la frontière entre les deux Etats, c'est-à-dire la ligne de partage au milieu de l'ex-Rio de Oro, mais aussi un accord de coopération économique pour la mise en valeur des territoires sahariens.

Le poids de ces aides risque d'agréger de plus en plus la Mauritanie au groupe des Etats arabes dits « modérés ». Mais si cette « modération » convient au style personnel du Chef de l'Etat mauritanien, elle ne coïncide pas tout à fait avec la ligne politique qui avait inspiré la diplomatie mauritanienne depuis une dizaine d'années. Le Président Ould Daddah s'efforce de ne pas laisser dépérir le capital de confiance qu'il s'était acquis auprès des dirigeants d'Etats plus progressistes avant l'éclatement de la crise. Il peut se prévaloir pour cela du soutien inconditionnel apporté à la cause palestinienne et qu'il manifesta très concrètement en se faisant l'avocat inlassable de cette cause auprès des Etats d'Afrique noire, provoquant même le revirement d'attitude de certains d'entre eux. Malgré le rapprochement que l'on peut faire à certains égards entre la situation des Palestiniens et celle des Sahraouis, les relations restent cordiales entre Palestiniens et Mauritaniens. Yasser Arafat s'est même rendu à la fin du mois d'octobre à Nouakchott en visite amicale et, sans doute, de bons offices. Ainsi la Libye bien que soutenant et aidant le Polisario, n'a pas reconnu en 1976 la RASD, et continue d'apporter une contribution efficace à la Mauritanie dans le domaine financier et culturel, et en finançant des projets industriels. De même, la Syrie et l'Irak restent prudents sur la question du Sahara occidental et entretiennent des liens de coopération avec la Mauritanie, dans le domaine culturel notamment.

Le maintien d'une coopération « tous azimuts » est indispensable à la Mauritanie pour ne pas se laisser aller à la mise en tutelle par quelques partenaires privilégiés.

Hors le continent africain et les pays arabes la Mauritanie entretient toujours des relations avantageuses avec la Chine populaire qui réalise, après l'adduction d'eau, une centrale électrique et étudie la création d'un port à Nouakchott. Mais surtout, les relations avec la France sont revenues au beau fixe. Après l'accord d'indemnisation des actionnaires de l'ex-Miferma signé le 28 janvier (1), le dernier contentieux entre une société d'Etat mauri-

(1) Pour les conditions de cet accord cf. la « Chronique mauritanienne », AAN, 1975.

tanienne et des sociétés françaises fut levé au mois de mars par la signature d'un protocole d'accord entre la société mauritanienne d'assurances et de réassurances et la Fédération française des sociétés d'assurances qui règle les litiges en suspens depuis juillet 1974, date de la nationalisation des assurances en Mauritanie. L'excellence des rapports avec l'ancienne métropole a été illustrée par la première réunion en avril, à Paris, de la grande commission franco-mauritanienne chargée d'examiner l'ensemble des relations bilatérales. L'accroissement de l'aide publique française à la Mauritanie (64,6 millions de francs en 1975) reflète la dissipation des arrières-pensées réciproques qui avaient compliqué les relations entre les deux pays entre 1972 et 1975. Ce resserrement des liens, après une période de relâchement et la dénonciation des pratiques néo-colonialistes de Paris, est directement lié à l'évolution du conflit saharien.

Non seulement la France a fourni un appui militaire appréciable, mais le maintien de sa coopération culturelle et technique et le gonflement de son aide financière sont une garantie pour les Mauritaniens de ne pas avoir à s'en remettre principalement au soutien intéressé de leur allié marocain. Si l'appui franco-marocain fait partie d'un bloc diplomatique qui se manifeste ailleurs qu'en Mauritanie, les relations bilatérales avec l'un et l'autre partenaire ne se jouent pas sur un même registre.

La politique extérieure de la Mauritanie reflète directement l'ambiguïté fondamentale qui résulte de la poursuite d'intérêts nationaux difficilement compatibles, au premier regard, avec le respect des grandes orientations qui sont censées orienter cette politique. Ces contradictions, le régime doit aussi les affronter dans la conduite des affaires internes du pays dont on peut dire que la ligne réelle est moins claire que celle qui semblait s'être imposée à l'issue du IV^e Congrès du PPM.

*
**

L'année politique a été officiellement marquée par la réélection à la présidence de la République, le 8 août, de Maître Moktar Ould Daddah par 634 936 voix soit 99,4 % des suffrages exprimés. Comme les précédentes, cette élection est plus significative par l'effort de mobilisation politique qu'elle a occasionné, que par ses résultats prévisibles. Le bilan présenté de dix-sept années de gestion ininterrompue à la tête de l'Etat faisait ressortir les acquis les plus spectaculaires du régime : « lutte pour l'indépendance du pays, lutte contre les méfaits du multipartisme par création du parti unique et institutionnalisé, préservation de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale contre les revendications extérieures, révision des accords de coopération avec la France (1972), création de la monnaie nationale, l'ouguiya, et sortie de la zone franc (1973), réhabilitation de la langue arabe et réforme de l'enseignement (1966-1973), nationalisation de la Miferma (1974) et de la Somima, politique d'ouverture envers la jeunesse, lutte contre les effets de la sécheresse et enfin réunification du pays avec la partie sud de l'ex-Sahara espagnol ». Sur le plan extérieur, l'accent était une fois de plus mis sur la vocation de trait d'union de la Mauritanie entre

l'Afrique noire et le Maghreb. Dans un contexte dominé par les répercussions du conflit au Sahara occidental, la réunification était ainsi présentée comme une étape de l'effort de construction nationale, pierre indissociable des autres pierres de l'édifice. Il n'était pas non plus superflu de renforcer l'image d'un Moktar Ould Daddah, guide de la nation et leader irremplaçable dans une période tourmentée. Le scrutin a également été l'occasion de compléter les effectifs de l'Assemblée nationale qui avaient déjà été portés l'année précédente de cinquante à soixante-dix membres, par la désignation de sept représentants du Tiris El Gharbia. Les résultats officiels du scrutin dans cette dernière région font état d'un taux de participation de 97 %. 96,4 % des votants se sont manifestés en faveur des candidats du PPM. Les résultats furent présentés par les autorités mauritaniennes comme un véritable référendum en faveur de la réunification avec la Mauritanie, ce qui fournit un argument supplémentaire à Nouakchott pour réfuter la revendication du Polisario d'une véritable autodétermination des populations sahraouies. Aux yeux du gouvernement mauritanien, cette autodétermination a eu lieu le 8 août, pour le Tiris El Gharbia tout au moins.

L'aggravation de la situation au Sahara occidental, à la fin de 1975, avait été précédée de quelques mois par la réunion du IV^e Congrès du PPM qui semblait marquer une apogée du régime. L'année 1976 a vu le prolongement des orientations qui y furent élaborées, mais dans une moindre clarté que ce que pouvait laisser présager l'ambiance du mois d'août 1975. Ce congrès avait semblé marquer un avantage décisif au profit des courants les plus novateurs du régime : épuration des interprétations religieuses hostiles à la modernisation de la société mauritanienne, clarification des rapports d'autorité au sein du Parti, ralliement d'une partie de l'opposition de gauche, ouverture vers la jeunesse, condamnation sans appel de toutes les pratiques particularistes, tribales et népotiques, définition des grandes orientations d'une nouvelle démocratie mauritanienne. Les difficultés de la réunification ont relancé les controverses. Incontestablement la tactique d'agression du Polisario à l'intérieur des frontières héritées de l'indépendance a provoqué dans un premier temps un mouvement de resserrement des rangs autour du gouvernement. Mais l'enlisement progressif du conflit provoque aussi une certaine lassitude tout en permettant une meilleure pénétration des thèses du Front progressivement adaptées aux conditions de réceptivité de l'opinion mauritanienne. Conditions bien connues par quelques dirigeants sahraouis qui ont pendant des années milité dans les rangs de l'opposition mauritanienne clandestine. Si la propagande directe du Front ne semble pas produire d'effets sensibles sur l'immense majorité de la population, un certain nombre de cadres, sans se désolidariser du régime, se demandent ouvertement si les avantages escomptés de la réunification méritent vraiment de faire affronter de telles difficultés à un Etat déjà si peu armé pour cela. Certains ex opposants de gauche, ralliés de fraîche date, sont également enclins à reconsidérer les raisons de ce ralliement. Surtout s'ils sont encore restés proches d'anciens amis politiques qui n'ont pas franchi le même pas et se retrouvent aujourd'hui dans les rangs ou aux côtés du Polisario.

D'autant plus que les raisons ne manquent pas de critiquer l'action

gouvernementale qui ne suit pas toujours la direction et le rythme annoncés au congrès du Parti. Les instances les plus hautes de l'Etat et du Parti sont en effet le lieu où s'affrontent des influences parfois contradictoires. Malgré son prestige, essentiellement moral, le Président Ould Daddah exerce un pouvoir souvent légitimé par son aptitude à la conciliation. La réalisation des grandes lignes politiques qu'il trace passe souvent par des compromis successifs quand les objectifs portent atteinte à des intérêts clés pour la stabilité du régime. Les décisions spectaculaires sont rares dans le domaine de la politique interne, et les reprises en main ou exercices directs de l'autorité présidentielle doivent tenir compte d'un équilibre subtil entre les forces et les hommes, difficile à remettre en cause brutalement. Ainsi, la capacité de l'Etat de faire face aux problèmes dramatiques de la réunification dépend en très grande partie du soutien d'Etats arabes conservateurs, au premier rang desquels l'Arabie Saoudite. On sait que la politique extérieure de ce pays fait une place non négligeable au messianisme politico-religieux. Le soutien accordé à la Mauritanie s'explique en très grande partie par l'hostilité à l'égard de l'Algérie qui représente un modèle politique différent et une influence rivale sur le monde arabe. Mais ce soutien n'est pas sans contrepartie, indirecte sans doute, sur la politique intérieure mauritanienne. Les groupes de pression politico-religieux conservateurs sont encouragés à relever la tête, et notamment à contester ou freiner l'adoption de certaines réformes (ainsi le projet du Code civil souvent amorcé, toujours inabouti). Ces résistances et ambiguïtés irritent les éléments les plus dynamiques, qui sont également inquiets des conséquences d'un rapprochement trop étroit avec le Maroc.

Malgré le réflexe d'unité nationale qui a joué, et que le gouvernement s'est efforcé d'amplifier et de canaliser, en instaurant par exemple un service unique national dont les modalités pratiques ne seront mises en place qu'en 1977, les vieux démons du particularisme s'insinuent parfois dans les interrogations suscitées par le conflit. Il est évident que certaines actions armées des maquisards Polisario dans le Nord impliquent des complicités au sein de la population, complicités facilement compréhensibles, eu égard aux liens de parenté et d'interdépendance entre tribus et fractions nomades pour lesquelles les frontières de la colonisation n'impliquaient pas de véritable coupure. D'où le rêve encore confus d'un espace commun où se reconstituerait une entité politique reprenant à son compte, et cette fois-ci contre les Marocains, les projets de puissance autonome des émirs de l'Adrar ou du grand marabout Cheikh Ma El Aïnin. Car si on doit trouver une volonté politique commune aux hommes de l'ouest saharien, c'est celle de résister aux tentatives hégémoniques, hier françaises et espagnoles, aujourd'hui marocaines (mais aussi mauritaniennes par association et dépit pour certaines tribus ou clans de ne pas jouer un plus grand rôle dans l'Etat mauritanien), et, qui sait, demain, algériennes.

Le Président Ould Daddah doit également se garder du côté des partisans d'une attitude « jusqu'au boutiste » qui jugent sa position encore trop modérée à l'égard de l'Algérie, ou inefficace sa façon de faire face au conflit en s'efforçant d'en limiter les conséquences. Ils préféreraient une plus grande dramatisation, quitte à se lier encore plus étroitement aux

Marocains et à les pousser à un affrontement direct avec l'Algérie. Malgré l'effort militaire et politique accompli par le gouvernement, ils estiment que l'attitude du Chef de l'Etat à l'égard du Polisario et de ses protecteurs n'est pas dénuée de toute ambiguïté. Enfin, les premiers succès de l'armée ont auréolé d'un grand prestige les officiers jusqu'alors demeurés dans l'ombre. Des rumeurs de coup d'Etat ont même circulé qui n'étaient pas toutes en provenance des sources de propagande pro-polisario. La nomination du colonel Vyah, le héros d'Aousserd, au poste de ministre des Travaux publics, ou l'éloignement diplomatique du colonel M'Barek, l'autre principale figure militaire, n'étaient pas faits pour renforcer directement l'efficacité des forces armées mauritaniennes, mais pour couper court à d'éventuelles tentations. Tous deux seront d'ailleurs ultérieurement rappelés à des postes de hautes responsabilités militaires.

En fait, malgré toutes les rumeurs qui ont couru, le pouvoir personnel de M^e Moktar Ould Daddah, n'a pas été réellement menacé de l'intérieur du système politique en 1976. Il est encore le seul à pouvoir canaliser et arbitrer entre les courants contradictoires et les intérêts opposés. Il se charge également de faire rappeler que son audience personnelle sur la scène internationale est une des principales ressources que la Mauritanie puisse utiliser pour limiter les retombées du conflit actuel. Le maintien d'un consensus global autour de la politique de réunification est sa principale garantie car il apparaît toujours comme le plus capable de mener efficacement cette politique en dépit de ses graves conséquences.

Si lui-même, ce qui apparaît peu probable, revenait sur sa détermination, ou s'il ne réussissait plus à faire légitimer sa politique et qu'une nouvelle orientation soit attendue par la population, le risque de déstabilisation interne serait considérablement accru.

Le renforcement des capacités de mobilisation du PPM est poursuivi avec opiniâtreté mais avec, semble-t-il, un succès inégal selon les secteurs. L'administration, notamment, semble atteinte d'un mal de langueur dénoncé à plusieurs reprises par le Chef de l'Etat lui-même. A l'inefficacité, au bureaucratisme et à la corruption qui sévissent comme dans la plupart des Etats africains s'ajoutent des difficultés de mutation. L'administration mauritanienne a été réduite à sa plus simple expression pendant une dizaine d'années, eu égard à la faiblesse de ses moyens matériels et humains et à l'héritage d'une colonisation qui ne s'était guère préoccupée de la prise en charge réelle du territoire. Depuis le début des années 1970, les grandes décisions du Parti et du régime ont provoqué un développement rapide des tâches de l'Etat. Les structures et le personnel en place ont du mal à assumer ces changements. De nombreux fonctionnaires manifestent un réel désarroi et certains préfèrent quitter l'administration. Seule une politique de formation approfondie, à l'exemple de ce qui se passe à l'Ecole nationale d'administration en plein essor, peut atténuer, mais à moyen terme, les conséquences de cette incertitude. Pour donner plus d'efficacité à la structure partisane, les activités de l'Institut national d'éducation et d'études politiques, placé sous la responsabilité d'un commissaire politique, ont été réorientées vers la formation prioritaire des militants et des cadres du

Parti. La préparation du premier congrès de la jeunesse, annoncé au IV^e Congrès du Parti, suscite au cours de l'année de nombreux débats ou séminaires, publics ou officieux. Une partie de la jeune « intelligentsia » mauritanienne avait accepté de se rallier au PPM en 1975 moyennant l'inclusion de thèmes plus progressistes dans la doctrine du Parti et la promesse d'une relative autonomie de l'organisation de la jeunesse à l'égard de la hiérarchie de l'appareil. Ceci afin d'éviter de faire les frais des compromis et des pressions diverses qui par le passé ont empêché la concrétisation de certaines options élaborées par les instances officielles du PPM. L'élaboration des thèmes politiques propres à la jeunesse et la définition de cette autonomie se poursuivent en coulisses en 1976 afin de déboucher, en 1977, sur une plate-forme qui exprimera authentiquement les aspirations des nouvelles générations. Les dirigeants du Parti ont consciemment accordé une liberté d'expression et de ton aux instances préparatoires à ce Congrès. Certains le regrettent déjà à la suite de mises en cause personnelles de hiérarques du régime mais aussi parce que c'est à ce niveau que se perçoivent le plus nettement les inquiétudes de beaucoup, et l'hostilité de quelques uns, à la politique suivie au Sahara occidental.

Le Président Ould Daddah joue ainsi, simultanément, de la fermeté et de la tolérance, privilégie, selon les objectifs, les valeurs conservatrices ou les inspirations progressistes, se comporte selon les moments, ou les interlocuteurs, en humaniste modeste ou en despote, éclairé certes, mais intransigeant sur son autorité.

En dépit de la crise mondiale la situation économique et financière de la Mauritanie avait évolué favorablement en 1974. L'année 1975, par contre, avait été mauvaise : manque de pluie et surtout détérioration du marché mondial du cuivre et du fer à un moment où l'Etat mauritanien devait assurer les charges de la nationalisation du secteur minier et se lançait dans un onéreux programme de construction minière. Le produit intérieur brut n'avait progressé que de 0,3 %. 1976 s'annonçait sous de meilleures auspices : reprise de l'exploitation des mines de cuivre, redressement des cours mondiaux, augmentation des exportations de fer (2).

Le conflit du Sahara occidental remet en cause tous les résultats que l'on croyait acquis. La guerre risque d'avoir de graves répercussions sur l'économie, particulièrement vulnérable, et sur les projets de développement.

L'effort militaire se fait d'abord sentir sur la structure du budget. Le budget général pour l'exercice 1976 s'élève à 6 125 millions d'ouguiyas, soit une progression de 37,7 % par rapport à 1975. Le budget a presque doublé depuis 1974. Le budget de fonctionnement s'élève à 5 619 UM contre 4 061 en 1975. Le budget consacré à la défense est passé de 1 200 millions d'UM en 1975 à 1 800 millions en 1976 ce qui représente 30 % du budget total. Malgré une volonté de rigueur accrue ce budget reflète les sacrifices consentis en faveur de l'effort de sécurité. Les budgets des autres secteurs sont à peu près reconduits, c'est-à-dire en raison d'une importante inflation,

(2) Sur la situation économique et financière voir notamment les numéros 871, 19 juin 1976, pp. 16981-16984, et 914, 25 mai 1977, n° spécial, du *Bulletin de l'Afrique noire*.

réduits. Et pourtant une part non négligeable de l'effort militaire, notamment les achats en armes, a été financée hors budget, par les dons des Etats solidaires de la Mauritanie.

Les recettes proviennent essentiellement des ressources fiscales. Les impôts directs sont en progression de 78 % en 1976 et représentent 27,7 % du total des recettes du budget général. La loi de finances pour 1976 introduit plusieurs modifications fiscales importantes : contribution forfaitaire à l'effort de défense nationale, élévation du taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et extension des droits de douane à une plus grande variété de produits. Les impôts indirects, en augmentation, de 26,5 % en 1976 représentent 57,7 % des recettes. On constate un certain tassement de leur importance par rapport aux années précédentes, de même qu'en ce qui concerne la redevance minière COMINOR, ex-MIFERMA, qui intervient pour 792 millions UM soit 14 % du budget de fonctionnement (elle en représentait 23 % en 1970). L'enclavement du secteur économique moderne rend difficile une augmentation de la pression fiscale. La Mauritanie, malgré ses efforts vers une plus grande indépendance économique, reste donc largement tributaire de l'aide extérieure. Jusqu'alors c'était ses projets d'équipement qui étaient financés à 90 % par cette aide. Depuis l'éclatement du conflit c'est, indirectement, son budget qui dépend de la volonté d'autres Etats de la tirer de ses présentes difficultés. Or le déficit de la balance des paiements dépasserait, pour 1976, les trois milliards UM atteints en 1975; la dette extérieure passée de 200 à 600 millions en quatre ans devrait être de plus d'un milliard en 1980. Les effets conjugués de l'inflation de pénurie et de l'inflation importée provoqueraient un taux global de 30 % par an depuis la création de l'ouguiya. Il semble qu'un effort d'encadrement du crédit permette en 1977 de ramener ce chiffre à de plus sages proportions. La masse monétaire et quasi monétaire qui a presque triplé depuis la création de l'ouguiya en 1973, a progressé de 18 % en 1976. Elle s'élève à cinq milliards UM. La circulation fiduciaire représente 30 %, les dépôts à vue dans les banques 45 %, et les dépôts à terme près de 25 %. (Les dépôts aux C.C.P. demeurent très faibles.) Ce sont les dépôts à terme dans les banques qui présentent la plus forte progression des composantes de la masse monétaire et quasi monétaire avec un accroissement de 28 % depuis la création de l'ouguiya. Ceci reflète un des blocages de l'économie mauritanienne : la difficulté de drainer une épargne, largement déterminée par des activités spéculatives, vers des investissements productifs. Ceci est vérifié par l'évaluation des crédits à l'économie dont l'accroissement (88 % de 1973 à 1976) profite essentiellement au secteur commercial.

Les responsables mauritaniens affirment leur détermination de ne pas sacrifier, pourtant, les projets de développement aux exigences de la sécurité. Ceci ne sera possible que tant que les deux objectifs continueront d'être financés à 90 % par des aides extérieures. Ainsi l'aide extérieure a représenté en 1976, du point de vue engagement, trois milliards et demi UM, prêt de 40 % du budget de l'Etat.

Le III^e Plan qui doit couvrir la période 1976-1980 a ainsi été lancé dans des conditions politiques extrêmement difficiles. Il se propose pour but la

recherche de l'indépendance économique et l'amélioration du niveau et de la qualité de la vie par la satisfaction des besoins fondamentaux en éducation, alimentation, santé, emploi. Pour progresser dans ces directions, le Plan insiste sur :

— le développement du secteur rural : reconstitution du cheptel décimé par la sécheresse, aménagement de cultures irriguées dans le Sud afin d'associer les populations rurales à un effort de structure de développement et créer des emplois qui freineront l'exode vers les villes;

— l'orientation du développement industriel vers la transformation maximum des produits primaires.

— l'encouragement de la petite industrie à forte densité de main-d'œuvre.

— la recherche de toutes les possibilités pouvant améliorer la complémentarité du secteur rural;

et, bien sûr, le développement des infrastructures et l'élargissement d'une politique sociale axée autour de la protection sanitaire et de l'amélioration de la main-d'œuvre.

Le volume des investissements prévus pour la période de réalisation, compte non tenu des investissements propres aux plus importantes sociétés d'Etat, la SNIM et la SOCOGIM, s'élève à trente deux milliards d'ouguiya, soit 359 % de plus que les investissements globaux du deuxième Plan, et concerne 122 projets au total.

La publication de ce plan a été de pair avec la promulgation d'un nouveau code des investissements qui cherche à attirer les capitaux étrangers en accordant des garanties de transfert, restreintes depuis la réforme monétaire et des relations économiques avec l'extérieur de 1973 aux investisseurs non résidents. Cette garantie concerne le capital investi ou en nature et les bénéfices nets d'impôts.

La nécessité d'une réforme des circuits commerciaux a également été sentie. La mauritanisation du commerce, la sortie de la zone franc ont créé de nombreuses difficultés : méconnaissance des exigences du marché extérieur, difficultés de crédit, multiplication des intermédiaires et des petits commerçants. Le résultat est une tendance à la spéculation et une mauvaise distribution des produits à commercialiser. Le gouvernement dénonce périodiquement les agissements des spéculateurs mais peut difficilement porter atteinte à des intérêts dont il apprécie le soutien politique. La solution adoptée est la nationalisation progressive des secteurs commerciaux clés. Les sociétés d'Etat sont mises en place les unes après les autres pour contrôler les flux d'importation et d'exportation, assurer la distribution des denrées de première nécessité. Une nouvelle réglementation vise également à sélectionner plus sévèrement les importateurs privés, à les spécialiser et à contrôler plus efficacement les prix.

Il semble que la politique économique globale amorce ainsi un infléchissement : après une période dominée par la mise en place et la prise de contrôle de l'appareil de production minier, l'Etat s'efforce de désenclaver le secteur rural et de mettre en place des structures adaptées aux réalités mauritaniennes dans le tertiaire. Le financement de ses projets par l'aide

extérieure paraît d'ores et déjà assuré, surtout si l'on tient compte de la détermination de l'Arabie Séoudite et des Etats du Golfe Persique de faire tout le nécessaire pour soutenir la Mauritanie. Depuis 1975 l'Arabie aurait consacré annuellement 60 millions de dollars, dont la moitié sous forme de dons, à l'aide aux populations mauritaniennes, sans compter 100 millions de dollars d'investissements industriels, et une forte participation à l'indemnisation de la Miferma. La plupart des projets de la SNIM (exploitation de nouveaux gisements, implantation d'industries de transformation) sont ainsi assurés d'un financement arabe. De même la réalisation des principales infrastructures inscrites au Plan.

Les chances de réalisation effective de ces projets ne sont pas suspendues à la capacité de trouver des sources de financement, mais plutôt à la capacité proprement mauritanienne de mobiliser des ressources déjà assurées. A la lenteur des réalisations, à l'insuffisance des structures de l'administration économique, malgré une tendance à la bureaucratiation, s'ajoutent également les résistances culturelles et le poids des habitudes dès que les projets débordent du cadre précis et socialement enclavé de l'économie industrielle. La préparation et l'encadrement du changement, que ce soit dans le domaine de l'agriculture ou du commerce, relèvent de la volonté politique. Les actuelles circonstances permettront-elles à cette volonté politique de s'affirmer dans des domaines où les interventions du pouvoir sont souvent mal interprétées ou détournées de leurs objectifs ?

A la fin de l'année 1976 le gouvernement mauritanien exprimait sa satisfaction d'avoir pu, malgré les obstacles, limiter les conséquences du conflit du Sahara. Ni l'équilibre budgétaire, ni les projets de développement n'ont été profondément bouleversés, grâce à l'aide extérieure. L'exportation de minerai de fer, fondement de tous les échanges du pays, a pu être maintenue à un niveau satisfaisant (9 millions et demi de tonnes) malgré les menaces pesant sur le gisement et le chemin de fer d'évacuation. Par contre, l'aggravation du déficit de la balance des paiements et le poids croissant de la dette extérieure risquent d'affaiblir à moyen terme une économie fragile. Un effort de rigueur supplémentaire de la part de l'Etat apparaît nécessaire. Le relâchement de certaines mœurs économiques et la nécessité de préserver dans une période troublée un statu quo politique délicat le permettent-ils ?

Jean-Louis BALANS *

* Centre d'Etudes d'Afrique Noire. Bordeaux.

CHRONOLOGIE (1)

- 31/12/75 — Le Président Ould Daddah se rend successivement à Rabat, Tripoli et Tunis pour s'entretenir de la situation au Sahara occidental.
- 2/ 1/76 — Signature d'un accord avec la Caisse centrale de Coopération économique française qui fournira un crédit de 60 millions d'ouguiyas pour le financement de certains projets de la Société nationale industrielle et minière (SNIM).
- 6/1 — Dans sa réponse aux vœux du corps diplomatique, le Président Ould Daddah exprime sa confiance dans l'issue de la crise du Sahara occidental et affirme que l'entreprise de réunification de la Mauritanie n'est dirigée contre personne.
- 9/1 — Un communiqué du Front Polisario dénonce l'emprise croissante du Maroc sur la Mauritanie.
— Entrée des troupes marocaines à Dakha (Villa Cisneros).
- 11/1 — L'armée mauritanienne occupe la ville d'Aargoub, malgré une résistance du Polisario et rejoint les forces marocaines à Dakhla.
- 15/1 — M. M. Hamoud-Ould Abdel Weddoud, gouverneur chargé de l'administration provisoire du Rio de Oro, prend ses fonctions à Dakhla.
- 16/1 — M. Abdellahi Ould Cheikh, gouverneur représentant la Mauritanie au sein de l'administration tripartite, annonce que les fonctionnaires du Rio de Oro seront maintenus dans leurs fonctions et les militaires et policiers intégrés avec leur grade au sein de l'armée et des forces de sécurité mauritaniennes.
- 20/1 — Violents affrontements entre les forces mauritaniennes et celles du Polisario à Ain Ben Tili.
- 21/1 — Ouverture à Dakhla d'agences de la Banque centrale et de la Banque internationale pour la Mauritanie (BIMA).
Annonce du règlement du litige entre la Banque centrale et la BIMA. Le capital de la Banque est augmenté par une participation majoritaire de la BCM qui détient désormais 70 % des actions. Les 30 % restants sont détenus par la Banque internationale pour l'Afrique de l'Ouest (BIAO).
- 23/1 — Arrivée en visite officielle de M. de Lipkowski, ministre français de la Coopération.
- 24/1 — Le Front Polisario revendique la prise de Ain Ben Tili.
- 27/1 — Les autorités démentent les informations parues dans la presse algérienne faisant état de manifestations anti-marocaines à Nouakchott. Les communiqués officiels dénotent un changement de ton, beaucoup plus vif, à l'égard de l'Algérie et du front Polisario.
- 28/1 — Signature de l'accord d'indemnisation des actionnaires de l'ex-Miferma : l'indemnisation totale se monta à 90 millions de dollars, 40 à verser dans les deux mois, le reste échelonné sur 5 ans, à raison de 10 millions par an. Parallèlement les actionnaires de l'ex-Miferma se sont engagés à acheter à la Mauritanie un minimum de 3,5 millions de tonnes de minerai de fer par an, pendant trois années consécutives.
- 29/1 — Le Président Ould Daddah critique vivement l'attitude du gouvernement algérien vis-à-vis du Sahara occidental, à l'occasion de la première journée des travaux du Conseil national du PPM.
- 31/1 — Le Conseil national du PPM décide la création d'un service civique national.
- 2/2 — M. Ould Daddah dénie au front Polisario la qualité de mouvement de Libération.

(1) Etablie par Jean-Louis BALANS.

- 6/2 — Actes de malveillance contre l'ambassade de France à Nouakchott.
 — Annonce d'un prêt koweïtien de 2 millions 450 000 dinars (7 millions et demi de dollars).
 — Ralliement à la Mauritanie d'un groupe de vingt cinq notables Sahraouis.
 — Le Conseil national de l'UTM condamne « l'agression perfide orchestrée par les dirigeants algériens contre les peuples de la région ».
- 9/2 — Arrivée à Nouakchott d'une délégation du Fonds européen de développement en mission de programmation.
 — Le gouvernement mauritanien invite, pour raison de sécurité, les bateaux de pêche à s'abstenir provisoirement de pêcher dans la zone de trente mille à partir de la côte, au large des zones comprises entre Nouadhibou et Dakhla.
- 23/2 — M. Ahmed Ould Mohamed Salah, ministre d'Etat à la souveraineté nationale, annonce que les forces mauritaniennes contrôlent totalement le Rio de Oro.
- 23/2 — Prêt de 800 000 unités de compte (222,4 millions de F. CFA) de la Banque africaine de développement pour financer l'extension du réseau de télécommunications.
- 25/2 — Arrivée à Nouakchott de M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, dans le cadre d'une mission d'information et de médiation sur le Sahara occidental.
- 2/3 — Le gouvernement rappelle que le problème du Sahara occidental est pour la Mauritanie un « dossier définitivement clos ». La naissance de la « prétendue République Sahraouie » est un aspect de la campagne orchestrée par un « pays voisin ».
 — Lancement d'une quinzaine de solidarité nationale afin de recueillir les dons qui seront consacrés à la cause de la défense nationale.
- 7/3 — Rupture des relations diplomatiques avec l'Algérie, décidée par le Bureau politique national.
 — Accrochage entre les forces mauritaniennes et du Front Polisario près de Bir Moghrein.
- 10/3 — Le gouvernement engage une intense campagne diplomatique : six ministres quittent Nouakchott afin de remettre des messages personnels du Président Ould Daddah à 23 chefs d'Etats africains.
 — Expulsion d'Algérie de soixante élèves officiers mauritaniens.
- 15/3 — Le gouvernement définit l'organisation administrative du Rio de Oro : création d'une nouvelle région « Wilaya du Tiris Occidental » (Tiris El Gharbia) et d'un nouveau département (La Guera) rattaché à la région de Nouadhibou.
- 20/3 — Annonce d'un protocole d'accord entre la Société mauritanienne d'assurance et de réassurance (SMAR) et la Fédération des Sociétés françaises d'assurances qui règle le dernier contentieux existant entre une Société d'Etat mauritanienne et des Sociétés françaises.
 — Un éditorial de l'Agence de Presse mauritanienne souligne que la reconnaissance de la République Sahraouie par certains Etats ne peut qu'entraîner une profonde détérioration de leurs relations avec la Mauritanie.
- 27/3 — Le gouvernement indique que la mission de M. Rydbeck, envoyé spécial du secrétaire général des Nations Unies, ne peut réussir qu'en l'absence de contacts avec le front polisario.
 — Accrochage entre l'armée mauritanienne et les forces du front Polisario dans la région de Bir Moghrein.
- 28/3 — Conférence de Presse du Président Ould Daddah :
 — La Mauritanie souhaite une amélioration de ses rapports avec l'Algérie, mais c'est à celle-ci de prendre l'initiative.
 — La frontière avec le Maroc est fixée. La part mauritanienne représente un tiers de l'ancien Sahara espagnol.
 — Signature d'un accord de pêche avec l'Espagne.
- 4/4 — Le gouvernement juge « inopportune » la venue en Mauritanie de M. Rydbeck, envoyé spécial du secrétaire général des Nations Unies, qui s'est entretenu avec les représentants sahraouis à Tindouf.
- 13/14/4 — Visite de travail du Président Ould Daddah à Rabat. Le Maroc et la Mauritanie signent les accords qui définissent la frontière entre les deux pays

- et posent les principes de l'exploitation commune des richesses du sous-sol et des eaux territoriales du Sahara récupéré.
- 15/4 — Première réunion, à Paris, de la « Grande commission franco-mauritanienne » instaurée par les nouveaux accords de coopération de 1973.
- 25/4 — Le front Polisario attaque le train minéralier et la ville de Ouadane.
- 6/5 — Signature d'un accord de coopération dans le domaine de la pêche avec l'Union soviétique.
- 9/5 — Un commando du Front Polisario attaque la ville de Chinguetti.
- 13/5 — Le gouvernement reconnaît l'attaque de Chinguetti mais dément que la ville ait été occupée.
- 14/5 — Le Bureau politique national annonce la mise en place des structures du PPM dans la province du Tiris occidental.
- 15/5 — Un commando du Front Polisario attaque la ville de Ouadane.
- 4/6 — Annonce de la création d'une école militaire inter-armée à Atar.
- 8/6 — Un commando du front Polisario attaque Nouakchott. Les forces mauritaniennes repoussent les assaillants.
- 9/6 — Le Front Polisario déclare, à Alger, que la Mauritanie entière est devenue zone de guerre.
- 10/6 — L'armée mauritanienne accroche et défait au nord de Nouakchott une colonne du Front Polisario dont les éléments les plus avancés avaient attaqué la capitale. M. Sayed El Ouali, secrétaire général du Front Polisario, est tué.
- La Radio et la presse mauritanienne s'en prennent violemment à l'Algérie.
- 11/6 — Les autorités mauritaniennes dénoncent la présence de ressortissants algériens mais aussi mauritaniens au sein de la colonne du Front Polisario.
- Le Président Ould Daddah déclare devant le Conseil national du PPM : « la réunification nationale est entrée dans les faits dans les meilleurs conditions possibles malgré les provocations criminelles des agents du régime d'Alger ».
- 12/6 — Nouvel accrochage entre l'armée mauritanienne et les forces sahraouies à l'Est de Zouérate.
- 14/6 — Les autorités mauritaniennes affirment avoir été au courant des préparatifs du Front Polisario contre Nouakchott. L'attaque avait pour but de renverser le régime du Président Ould Daddah. L'armée mauritanienne attendait les assaillants et les a poursuivis sur près de 800 kilomètres, anéantissant pratiquement leur colonne.
- 16/6 — Le représentant de la Mauritanie aux Nations Unies adresse une lettre à M. Waldheim pour dénoncer les agressions et la politique d'hégémonie du gouvernement algérien.
- 17/6 — Remaniement ministériel partiel :
- M. Abdallah Ould Boye, anciennement ministre d'Etat aux ressources humaines et aux affaires islamiques devient ministre d'Etat à l'Orientation nationale.
- M. Ahmed Ould Sidi Baba, ex-ministre de la Construction, devient ministre d'Etat aux Ressources humaines et aux Affaires islamiques et entre au Bureau politique national.
- 17/6 — Par ailleurs, sont nommés :
- au Ministère d'Etat à l'Orientation nationale :
 - Ministre de la Culture : M. Ethmane Sid Ahmed Yessa (anciennement Procureur général).
 - Ministre de l'Information et des Télécommunications : M. Ba Mamadou Alassane (précédemment ministre chargé du Secrétariat administratif du Parti).
 - Ministre chargé du Secrétariat administratif du Parti : M. Ahmed Ould Tolba (précédemment ministre de la Culture).
 - au Ministère d'Etat à l'Economie nationale :
 - Ministre des Pêches : M. Abdallahi Ould Ismael.
 - au Ministère d'Etat à la Promotion sociale :
 - Ministre de la Construction : Colonel Viah Ould Mayouf (anciennement commandant des Forces armées mauritaniennes au Tiris Occidental).
 - au ministère d'Etat à la promotion sociale :
 - Ministre sans portefeuille : M. Cheikh Melainine Robert, Secrétaire général de l'Union des Travailleurs mauritaniens.

- Exposition au stade de Nouakchott des armes et du matériel saisis sur la colonne du Front Polisario.
- 19/21/6 — Visite officielle du Président Ould Daddah en Arabie Saoudite.
- 22/6 — Le Président Ould Daddah déclare que les dirigeants d'Arabie Saoudite « soutiennent sans réserve » la Mauritanie, économiquement et politiquement.
- 29/6 — Meeting d'explication sur le « service civique national » à Nouakchott. M. Ahmed Ould Mohammed Salah, ministre d'Etat à la souveraineté interne, en précise les objectifs : servir d'appoint aux forces armées, organiser la défense passive et la protection civile, contribuer aux services de renseignement. Pour cela les volontaires et les militants du parti suivront une formation militaire et politique de deux après-midi par semaine.
- Vifs affrontements entre les ministres mauritanien et algérien des Affaires étrangères devant le Conseil des ministres de l'OUA réuni à Port Louis, Ile Maurice.
- 29/30/6 — Séjour du Président Ould Daddah à Libreville (Congo).
- 30/6 — Signature à Bonn d'un accord d'aide en capital d'un montant de 12 millions de marks pour 1976.
- Les autorités mauritaniennes annoncent que 213 membres du Front Polisario ont été tués et 32 faits prisonniers entre le 5 et le 11 juin au cours du raid effectué contre Nouakchott.
- 2/7 — La Mauritanie, de même que le Maroc, décide de suspendre sa participation aux travaux du Conseil des ministres de l'OUA afin de protester contre l'inscription de la question du Sahara occidental à l'ordre du jour.
- 6/7 — La décision du sommet de l'OUA de convoquer une session extraordinaire pour trouver une solution pacifique au problème du Sahara occidental est présentée à Nouakchott comme une défaite diplomatique de l'Algérie.
- 9/7 — Annonce de harcèlements des commandos du Front Polisario contre les villes de Tichitt et Tidjikja.
- 10/7 — Interview du Président Ould Daddah à l'AFP : la Mauritanie n'acceptera pas que le Front Polisario ou la République arabe Sahraouie démocratique assiste en tant que tel au sommet extraordinaire de l'OUA qui aura à traiter du Sahara occidental.
- 15/21/7 — Séjour en Yougoslavie de M. Abdul Aziz Sall, Président de l'assemblée nationale.
- 22/24/7 — Visite au Maroc du Président Ould Daddah.
- 26/7 — Ouverture à Nouakchott de la campagne pour l'élection présidentielle du 8 août.
- M. Cheysson, commissaire de la Communauté européenne chargé du développement, annonce une aide alimentaire à la Mauritanie d'une valeur de 150 millions d'ouguiyas en 1976. La CEE participera également à la réalisation de la route Nouakchott-Nema, à l'agrandissement de l'hôpital de la capitale, à la construction d'écoles et à la modernisation de l'agriculture dans le sud.
- 4/8 — Départ du Président Ould Daddah pour le Pakistan, Colombo et l'Inde.
- 8/8 — Election présidentielle et élections législatives partielles pour désigner les sept députés du Tiris El Gharbia (Sud de l'ex-Rio de Oro).
- 11/8 — Annonce des résultats des élections du 8 août. La participation électorale est de 97,32 % dans l'ensemble du territoire et de 96,07 % au Tiris El Gharbia. M. Moktar Ould Daddah et les candidats du PPM pour l'élection législative partielle recueillent 99,99 % des suffrages exprimés. M. Ahmed Ould Mohamed Salah, ministre d'Etat à la souveraineté interne, estime que ces résultats apportent la preuve de l'autodétermination des populations du Tiris El Gharbia en faveur du rattachement à la Mauritanie.
- 19/8 — Signature de deux conventions de coopération avec la France d'un montant de 5 millions 200 000 F (environ 40 millions d'ouguiyas).
- 24/30/8 — Visite officielle du Président Ould Daddah en Inde.
- 8/9 — Le Président Ould Daddah dénonce devant le Bureau politique national « l'inertie », l'inefficacité et l'irresponsabilité dont souffre l'administration mauritanienne.
- 18/9 — Entretien à Las Palmas entre les ministres des Affaires étrangères de Mauritanie et d'Espagne.

- 8/10 — La compagnie Air Mauritanie adhère à l'Union des transports aériens.
- 18/10 — Le quotidien du Parti du Peuple, « Chaab », accuse certains gros commerçants de spéculation et de manœuvres illicites.
- 23/10 — Un commando du Front Polisario attaque un train minéralier entre Akjouit et Nouadhibou.
- 30/31/10 — Séjour à Nouakchott de M. Yasser Arafat qui présente le Président Ould Daddah comme « l'avocat de la cause palestinienne en Afrique ».
- 8/11 — Création d'une agence mauritanienne de télévision et de cinéma (AMATECI), placée sous l'égide du ministère d'Etat à l'orientation nationale.
- 15/11 — Ouverture de la session ordinaire de l'assemblée nationale.
- 20/11 — Ouverture de l'école militaire inter-armes d'Atar destinée à former les officiers et sous-officiers de l'armée nationale.
- 28/11 — Seizième anniversaire de l'indépendance placé sous le double signe de l'indépendance nationale et de la réunification.
- Le Fond arabe de développement accorde un prêt de 50 millions de dollars à la Société nationale industrielle et minière (SNIM) pour le développement des mines de fer.
- 11/12 — Les autorités mauritaniennes annoncent les accrochages avec des commandos sahraouis dans les régions de Dakhla et Ouadane.
- 16/12 — Le Bureau politique national annonce de nouvelles mesures pour lutter contre l'inflation : recherche d'importations à de meilleures conditions, amélioration de la distribution, contrôle des prix.
- 18/12 — Discours à la Nation du Président Ould Daddah :
- Réunification nationale : le chef de l'Etat souligne la mobilisation du peuple et la bravoure des forces armées.
 - économie : les effets de la sécheresse continuent à se faire sentir. Le plan d'urgence sera rénové et réactivé. L'équilibre de la balance extérieure reste à améliorer mais les difficultés proviennent surtout de facteurs externes.
 - L'administration : elle marque le pas et évolue mal. Il faut lui redonner le sens de la responsabilité.
 - L'enseignement : le taux de scolarisation sera porté à 25 % en 1971.
- 20/12 — Début des opérations du recensement général de la population.
- 21/12 — Attaque du train minéralier par un commando du Front Polisario.
- 23/12 — L'Agence mauritanienne de presse dément tout contact entre le gouvernement et le Front Polisario.
- 25/12 — Adoption du budget 1977 arrêté à 7 750 millions d'ouguiyas (775 millions de francs français) et qui marque une progression de 23 % par rapport au budget 1976. Cette augmentation répond aux impératifs de la défense nationale et aux besoins pour le développement du pays. Elle doit être couverte par un accroissement attendu des activités économiques.